

# EMBARGO SUR LES ARMES



## ***À propos de cette lettre***

Après plus de 22 mois de bombardements incessants à Gaza, le Canada n'a toujours pas mis en place d'embargo sur les armes. Cette lettre d'adhésion, appelant à un embargo total et immédiat sur les armes contre Israël, a été initiée par les organisations suivantes : le Mouvement de la jeunesse palestinienne (PYM), Canadiens pour la justice et la paix au Moyen-Orient (CJPMO), Voix juives indépendantes Canada, Palestine Solidarity Network, World BEYOND War, Labour 4 Palestine, et Labour Against the Arms Trade (LAAT).

Parmi les signataires de la lettre de signature organisationnelle figurent notamment : Église unie du Canada, le Canadian Muslim Public Affairs Council (CMPAC), l'Église anglicane du Canada, Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes, Syndicat canadien de la fonction publique, the National Union of Public and General Employees (NUPGE), l'Alliance de la Fonction publique du Canada (AFPC-SEI), Leadnow, La Coalition pour la surveillance internationale des libertés civiles (CSILC), Greenpeace Canada, Conseil canadien pour les réfugiés, Centre Canadien de Politiques Alternatives, Ontario Health Coalition, Indigenous Climate Action, et le United Network for Justice and Peace in Palestine and Israel (UNJPPI).

***Veillez envoyer un courriel à [info@armsembargonow.ca](mailto:info@armsembargonow.ca) si vous souhaitez vous inscrire ou répondre directement à la personne qui vous a envoyé cette lettre, avec copie du courriel ci-dessus.***

***Une confirmation par courriel est suffisante. Aucune signature numérique n'est requise.***

Alors que la catastrophe provoquée par l'assaut continu d'Israël sur Gaza s'aggrave, nous, députés soussignés, nous joignons nos voix à celles des organisations de la société civile canadienne, représentant des millions de Canadiens à travers le pays, pour demander au gouvernement canadien de suspendre immédiatement tout commerce d'armes et de technologie militaire avec Israël.

Le gouvernement du Canada définit un embargo sur les armes comme une sanction qui « vise à empêcher les armes et le matériel militaire de quitter ou d'atteindre un pays ciblé. Il interdit l'exportation et l'importation d'armes et de matériel connexe vers et depuis le pays ciblé, et peut également interdire la communication de données techniques ou de transactions financières liées à des activités militaires. »

En vertu de la Loi sur les mesures économiques spéciales, le Canada peut et doit également interdire l'exportation et l'importation vers et depuis Israël de technologies de surveillance, de sécurité et de renseignement, ainsi que d'un large éventail de biens à double usage (électronique, ordinateurs, capteurs, lasers, avionique, etc.) qui ne sont pas considérés comme strictement « militaires », mais qui font partie intégrante du siège et de l'assaut israéliens sur Gaza et de son annexion continue des territoires palestiniens occupés.

La fin des exportations d'armes canadiennes vers Israël pourrait avoir des répercussions sur certains travailleurs des industries de l'armement et des technologies. Nous exhortons le gouvernement à collaborer avec les syndicats représentant ces travailleurs afin d'élaborer des plans à court et à long terme pour une transition juste qui garantira leurs moyens de subsistance et leur permette de travailler sans craindre d'être complices des crimes de guerre et du possible génocide commis par Israël à Gaza.

Nous demandons au gouvernement canadien de prendre ses responsabilités morales et juridiques et à imposer un embargo total et immédiat sur les armes à Israël.

---